Voici la troisième et dernière partie de notre article sur le parcours du peuple Rrom. Après avoir abordé son arrivée en Europe, son esclavage et un début de prolétarisation à la fin du XIX siècle dans la première partie, nous avons vu dans la seconde à quel point le génocide contre la population Rrom a été occulté ou négligé dans l'historiographie officielle.

Article publié originellement le 24 septembre 2015 dans *Révolution permanente*.

Nous avons également vu comment l'expropriation des bourgeoisies locales avait permis d'améliorer relativement la situation sociale et économique des Rroms en même temps que le pouvoir stalinien maintenait un fort degré de répression politique et culturelle anti-tsigane. Dans cette dernière partie nous aborderons la dégradation aiguë du niveau de vie des Rroms d'Europe centrale et de l'Est causée par la réintroduction du capitalisme dans ces pays. Nous verrons également comment les différents gouvernements et partis politiques pro-capitalistes véhiculent le racisme anti-tsigane pour dévier l'attention des exploités au milieu d'une profonde crise économique internationale.

La restauration du capitalisme : un grand retour en arrière !

Vers la fin des années 1980 commence un processus de restauration du capitalisme dans les pays de l'ancien « bloc soviétique ». Les bureaucrates à la tête des Etats s'entre-déchirent pour bien se positionner dans les entreprises à privatiser lors de l'ouverture des marchés nationaux aux capitaux impérialistes. Des milliers d'entreprises vont en effet être privatisées ou fermées, des millions de travailleurs se sont trouvés en quelques semaines seulement au chômage.

Si pour les masses, en général, le bond en arrière d'un point de vue économique, social et culturel est phénoménal, pour la population Rrom les dimensions du recul sont tragiques. Comme pour les postes de travail les plus féminisés, les emplois occupés par les Rroms vont être les premiers à disparaître. En Hongrie par exemple, l'étude gouvernementale que nous avons citée précédemment indique que *« l'ascension sociale, commencée par des succès spectaculaires mais bâtie sur des bases instables, s'est effondrée à la suite du changement de régime de 1990. L'industrie du bâtiment et l'industrie minière donnant du travail à la plupart des Tziganes étaient en crise. Ce sont aussi les Tziganes accomplissant le travail nécessitant le moins de compétence professionnelle, employés surtout comme manœuvre, qui furent les premiers à devenir inutiles dans les sociétés privatisées. En peu de temps, le niveau de vie de la majorité des familles tziganes a reculé jusqu'à son niveau antérieur de plusieurs décennies auparavant… ».*

En Roumanie, la situation dans l'industrie est pratiquement la même que celle décrite pour la Hongrie. Mais à cela il faut ajouter que lors du processus de redistribution/reprivatisation de la terre en 1995, les Rroms en sont exclus. Ainsi une enquête menée au début des années 1990 montrait que *« 86,6% des femmes et 58% des hommes [rroms] n'auraient aucune qualification ; seul 1,8% de l'ensemble aurait atteint un niveau de qualification moyen ou élevé. 27% des jeunes seraient illettrés et 40% des enfants âgés de 8 ans n'auraient jamais fréquenté l'école ou auraient cessé d'y aller. Les témoignages concordent pour dénoncer la baisse du niveau de scolarité depuis 1990. La*

paupérisation qui touche déjà la majorité du pays atteint les Tsiganes de manière catastrophique : 87,5% n'auraient pas de quoi survivre (40,6%) ou à peine (46,9%). Et l'on ne peut guère dire que la situation se soit améliorée depuis lors ! ».

Certains auteurs parlent d'une « *exclusion de type nouveau* » qui touche les Rroms. En prenant l'exemple d'une zone rurale en Hongrie dans une autre étude on remarque que « *durant les périodes précédentes, les Gitans sont certes plus pauvres que les paysans, mais leurs activités économiques, échange de services ou production de biens, sont totalement intégrées au système économique local. Ce n'est déjà plus le cas à partir du milieu des années 1980. Les Gitans commencent alors à être considérés comme un groupe social inutile, dépendant des aides sociales et incapable de contribuer utilement à la collectivité. C'est la nature même de cette exclusion qui marque le changement le plus important. Durant les périodes de ségrégation précédentes, même lorsque les Gitans sont relégués dans des enclaves, ils continuent à entretenir des contacts quotidiens avec les paysans. (…) Au contraire, avec l'appauvrissement du village, la communauté gitane se voit coupée du monde extérieur* ».

Effectivement, sans terre, ayant perdu leur emploi et sans avoir la possibilité d'en trouver un autre, dans un contexte de chômage de masse et d'augmentation des discriminations, la population Rrom des pays d'Europe centrale et de l'Est est rentrée dans un processus accéléré de sous-prolétarisation et de paupérisation. Pour une grande partie d'entre eux (70%) le seul revenu stable vient des maigres allocations familiales, pensions de retraite ou d'invalidité octroyées par les États. D'autres doivent se débrouiller en ramassant de la ferraille et des matériaux recyclables, en vendant tout type d'objets à la sauvette, etc. D'autres encore sont obligés de mendier ou se dédier à des activités à la limite de la légalité, voire directement illégales.

Cette situation accompagnée d'une crise économique généralisée dans les pays de cette région préparait le terrain pour l'accentuation des discours et des attaques racistes anti-Rroms. Ainsi, la même étude sur le cas roumain après la chute de l'ancien régime signale qu'« en juin 1990, la descente des mineurs sur Bucarest dégénère en ratonnade dans les quartiers tsiganes de la capitale. Ce fait est précédé et suivi de pogroms anti-tsiganes en divers points du pays. Ceux-ci apparaissent essentiellement entre 1990 et 1991 : des maisons sont incendiées, des gens battus et expulsés de leur village. L'incident le plus violent a lieu à Hadareni, en septembre 1993, et se solde par la mort de quatre hommes, dont trois Tsiganes. Au total, on compte une trentaine d'affrontements locaux dont l'origine est souvent controversée mais qui débouchent toujours sur l'éviction des Tsiganes des localités touchées, sans que ceux-ci puissent faire valoir leurs droits auprès des autorités ».

Dans un tel contexte, il n'y a qu'une petite fraction des populations de Rroms qui peut essayer de partir vers les pays d'Europe de l'Ouest. Souvent, ceux qui le font se trouvent déjà dans des conditions de vie très précaires et font face de plus en plus à la montée du racisme anti-tsigane. Un racisme dont l'imaginaire rétrograde trouve ses « *sources d'inspiration* » dans les préjugés les plus caricaturaux du XIXe siècle et des périodes les plus obscures de l'histoire de l'humanité comme les années 1930.

Crise économique et racisme

Il est connu qu'en période de crise, les classes dominantes essaient par tous les moyens de trouver des boucs émissaires pour dévier l'attention des masses des vraies causes de leurs souffrances. Souvent, on en désigne les secteurs les plus exploités et opprimés, des secteurs perçus comme « étrangers » à la société. De cette façon la montée du racisme et du nationalisme est une conséquence logique, ou plutôt un corollaire de la politique de la bourgeoisie.

En Europe, où une crise économique d'ampleur historique se développe depuis plusieurs années, on ne peut que constater la montée de tendances politiques populistes d'extrême droite, la plus médiatisée étant peut-être Aube dorée en Grèce. Mais on pourrait mentionner aussi d'autres groupes fascisants moins connus comme Ataka en Bulgarie ou le Jobbik hongrois. La particularité de ces deux partis est qu'ils ont progressé sur la base d'un discours violemment anti-Rrom.

Il est clair que ces discours servent les objectifs des capitalistes, étant donné qu'ils contribuent à la division de la classe ouvrière et des opprimés en général dans la société. En ce sens, il n'est pas étonnant que des gouvernements et responsables politiques mettent en place des politiques discriminatoires visant clairement les Rroms. C'est le cas par exemple des mesures qui imposent le travail obligatoire pour les Rroms en Hongrie. En France, on assiste régulièrement depuis quelques années à des surenchères racistes sur « le problème rrom », et cela sans parler des expulsions et des démantèlements des campements rroms qui se font en totale impunité par les mairies et préfectures.

Mais les travailleurs et les couches populaires ne doivent pas se laisser tromper. Les mesures que l'on prend aujourd'hui contre les Rroms, les soi-disant « profiteurs » des aides de l'État, les populations « inutiles », ne tarderont pas dans un contexte de crise à se retourner contre l'ensemble du prolétariat et des masses. Laisser passer, voire adhérer aux discours et mesures anti-Rrom prises par les différents gouvernements et administrations, ne fera que faciliter la tâche des capitalistes d'attaquer l'ensemble des exploités.

Aujourd'hui, les Rroms apparaissent comme le bouc émissaire idéal pour les capitalistes de tout le continent européen. Comme on a essayé de le montrer tout au long des trois parties de cet article, la situation de misère des Rroms n'a rien de « naturelle » ou d' »intrinsèque » à cette population. Elle est le résultat d'une combinaison de conditions sociales, économiques et politiques.

Leur condition sociale est d'ailleurs loin de suivre une évolution linéaire. Au contraire, on a vu que les Rroms ont pu intégrer le processus de production comme n'importe quelle couche de la population. Mais on a aussi vu qu'à chaque crise, à cause de la persistance des préjugés anti-Rroms, ces derniers étaient parmi les premiers « sacrifiés » et que leurs conditions de vie étaient profondément dégradées. Depuis la restauration du capitalisme en Europe de l'Est et, notamment à partir du déclenchement de la crise économique mondiale, on voit se répéter le même processus.

C'est en ce sens qu'il est fondamental que le mouvement ouvrier adopte la lutte contre l'anti-tsiganisme et contre tout type de racisme comme une partie essentielle de son action. C'est une

tâche incontournable pour reconstruire l'unité des exploités et des opprimés contre les attaques des capitalistes !